

*Initiatives ministérielles*

mer un rôle de chef de file, nous devons commencer à former des gens qui veulent et peuvent se consacrer à ces secteurs. Mais nous ne le faisons pas. Il est déjà assez regrettable que le gouvernement ne se soucie pas d'ins-truire sérieusement la population, qu'il n'encourage ni ne mette au point des innovations techniques, mais lorsqu'on enregistre un déclin de nos marchés d'exportation à cause de notre manque de compétitivité, alors nous devons en dénoncer la cause, la politique malavisée du gouvernement.

Considérons la part des grands marchés d'exportation que détient le Canada. Nous semblons dépendre complètement du marché américain. En 1988, il constituait 73,1 p. 100 de toutes nos exportations. Nous ne pourrions probablement pas concurrencer les Japonais parce que leur marché représente environ 6,3 p. 100 de nos exportations, celui du Royaume-Uni, 2,6 p. 100, celui de la Chine, 1,9 p. 100 et celui de l'Allemagne de l'Ouest, 1,3 p. 100. Nous n'exportons pratiquement que des matières premières et non pas des produits manufacturés ou de consommation.

Comparativement à celle des États-Unis, notre balance commerciale dans le secteur des marchandises, reflet de notre compétitivité et de l'aptitude du gouvernement à créer un environnement économique favorable à tous les Canadiens, tant du point de vue de l'industrie que du chômage, est à la baisse. En fait, si nous comparons les données de 1985 et de 1988, la diminution a été de 5 p. 100. Comparativement au Japon, c'est l'effondrement.

Comparativement au Royaume-Uni, nous n'avons fait aucun progrès. En fait, il y a eu une baisse de 1,1 p. 100. Dans le secteur économique, la Chine est le seul grand pays que nous dépassons, soit de 1,6 p. 100. Comparativement à l'Allemagne de l'Ouest, notre part du marché a diminué de 2 p. 100. Ces données indiquent très clairement que nous ne faisons aucun progrès. En ce qui a trait au domaine linguistique, la majorité de ces pays-là reconnaissent que c'est une partie importante de la formation de la main-d'oeuvre et des cadres parce que le marché devient de plus en plus international, tant pour les travailleurs que pour l'industrie.

Les dépenses globales du gouvernement pour ses divers programmes s'établissent à 7 millions de dollars, somme minable si nous considérons qu'il s'agit là du secteur des langues officielles. Les Américains dépensent 170 millions.

Le marché américain étant dix fois plus gros que le nôtre, ils auraient dû dépenser environ 70 millions. Mais non, ils ont dépensé 170 millions. C'est dire que les Américains sont au moins capables de comprendre, même si leur économie est chancelante et que leur

position dans le monde s'est dégradée. Dans le contexte des langues, peut-être sont-ils devenus plus concurrentiels.

L'Allemagne de l'Ouest y a consacré 39,2 millions de dollars. L'Australie, pays pourtant plus petit que le nôtre mais apparemment plus soucieux de soutenir la concurrence, a consacré 12,4 millions de dollars aux langues. Le Japon, ce grand pays monolithique soucieux d'imposer son hégémonie, dépourvu qu'il est de toutes les possibilités que notre propre pays nous offre du fait de sa trame multiculturelle, y a consacré 96,2 millions de dollars. Où le Canada se situe-t-il? Au dernier rang.

Je rougis de honte à la pensée que notre gouvernement refuse de reconnaître qu'il doit fournir aux Canadiens les moyens et l'orientation dont ils ont besoin pour bien assumer leur rôle et leur position dans le monde.

Voyons donc où en sont les choses pour ce qui est de l'aide financière accordée à l'enseignement. Je sais que mes honorables vis-à-vis vont s'empresse de me dire: «L'enseignement, vous savez, ce n'est pas l'affaire du gouvernement fédéral, mais celle des provinces et, pour tout dire, nous ne saurions rien y faire.» Ce qui n'empêche pas le gouvernement fédéral de déclarer aussitôt qu'il entend avec ce projet de loi s'approprier d'une partie de l'argent des primes et l'utiliser à cette fin. Il va imposer les Canadiens et établir des programmes de formation à l'échelle nationale.

C'est tant mieux si nous devons établir des programmes de formation. Nous sommes d'accord. Mais avec qui? «Nous n'en avons cure. Nous devons nous en remettre aux autorités provinciales compétentes. Celles-ci devront considérer ce qui est disponible et ce qui ne l'est pas, et nous nous adjoindrons à ces programmes.»

Je ne puis croire que cela puisse passer aux yeux du gouvernement pour une politique sérieuse. Je ne puis croire qu'à une époque où la plupart des pays du monde prennent l'initiative sur une base nationale d'assurer le perfectionnement de leurs citoyens, de leurs hommes d'affaires, de leurs gestionnaires, le Canada demeure sur son quant-à-soi et dise: «Vous savez, je m'en lave les mains, car ce n'est pas vraiment mon affaire. Cela se situe en dehors de ma compétence. Nous n'avons pas d'argent.» Je ne puis croire qu'en agissant ainsi, le gouvernement pense vraiment qu'il montre la voie dans le domaine politique et juridique.

En 1986, au Canada, les subventions gouvernementales à l'enseignement ont baissé de 4 p. 100. En 1987, baisse additionnelle de 3 p. 100. En 1988, encore une baisse de 3 p. 100. Comme nous avons de l'esprit de suite, en 1989, vraisemblablement une autre baisse de 3 p. 100. C'est absolument incroyable.